

s'attendre à ce qu'un accord sur les armements puisse figer l'actuelle hiérarchie des puissances dans le monde. Tant que les États-Unis et l'URSS continueront de consacrer des sommes fabuleuses aux armements, le reste du monde, y compris les nations défavorisées, continuera aussi à affecter ses revenus à l'acquisition d'armes, y compris les armes nucléaires. L'an dernier, les différents pays ont dépensé au total 200 milliards de dollars pour des armes très puissantes, et rien ne semble indiquer que la course aux armements touche à sa fin. Malheureusement, il est à craindre que la technologie nucléaire se répande de plus en plus et que les matières fissiles deviennent davantage disponibles, jusqu'au jour où la mini-bombe nucléaire tombera entre les mains de groupes comme l'Armée républicaine irlandaise ou l'Armée de libération palestinienne.

L'explosion du premier engin nucléaire par un pays bénéficiaire d'aide étrangère

pose la question de savoir si cette assistance technique doit être maintenue. Bien que le Canada reste fermement opposé à la prolifération de la technologie des armes nucléaires, Ottawa doit s'accommoder d'un ensemble de conditions en vertu desquelles les plus jeunes nations opposent la domination des nations occidentales plus développées qui ont réglé la marche des relations internationales depuis trente ans.

La cessation de l'aide canadienne en réponse à cette démonstration de puissance accrue rangerait le Canada du côté des tenants du *statu quo*, augmentant la tension entre ceux qui aspirent à la puissance et ceux qui défendent jalousement leur prédominance. Rien ne saurait éprouver davantage la compréhension du Canada et son désir d'un monde plus juste que la tâche d'aider les pays moins puissants à se tailler une place au sein de la communauté internationale.

vaient pas être considérées comme «servant des fins pacifiques» au sens de cette expression dans nos accords de coopération.

Le Canada, a-t-il poursuivi, respecte entièrement la souveraineté et l'indépendance de l'Inde à tous égards, mais on ne doit pas s'attendre à ce qu'il fournisse de l'aide et des subventions, directement ou indirectement, à un programme d'énergie nucléaire qui, sous un rapport important, affaiblit une position que le Canada défend depuis longtemps avec vigueur et qui est, à son avis, la plus favorable pour la paix et la sécurité mondiales.

### Interruption des envois

Monsieur Sharp a précisé que le Canada se propose de réévaluer sa coopération nucléaire avec l'Inde. Le gouvernement canadien a interrompu ses envois d'équipement et de matières nucléaires à l'Inde, a-t-il annoncé, et a demandé à l'Énergie atomique du Canada Limitée d'interrompre les échanges de coopération touchant les projets de réacteurs nucléaires et les accords d'échanges techniques généraux qu'elle a conclus avec la Commission indienne de l'énergie atomique.

Le Canada proposera la tenue pro-

chaine de discussions avec l'Inde sur les relations futures entre les deux pays, d'ajouter M. Sharp, et notamment un examen des répercussions que pourrait avoir la récente explosion sur les priorités économiques de l'Inde.

Le Canada n'ignore pas que l'utilisation plus poussée de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques est très coûteuse et il sait mesurer l'importance des ressources supplémentaires — matériel, compétences administratives et moyens techniques — nécessaires à la mise au point des engins nucléaires. Le Canada, a dit le ministre, n'a pas l'intention d'assumer la moindre partie de ces dépenses. Le gouvernement canadien n'est donc pas disposé, à ce stade, à consentir à un réaménagement de la dette commerciale de l'Inde envers le Canada, dette qui découle pour une large part du programme indien d'énergie nucléaire. Il *n'envisage pas*, toutefois, d'interrompre son programme d'aide alimentaire et agricole au sous-continent, mais il remettra à l'étude certains autres éléments du programme d'aide dans le cadre de consultations avec les autorités indiennes.